



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIASO

350 avenue Thiers
33100 Bordeaux

Code AIOT : 0005211596

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement SIASO implanté 350 avenue Thiers 33100 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, s'agissant d'un site ICPE dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022. Elle a pour vocation de faire un état des lieux, au jour de la visite, de l'avancement de la procédure de cessation d'activité du site, et de pouvoir publier ces informations sur la plateforme Géorisques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIASO
- 350 avenue Thiers 33100 Bordeaux
- Code AIOT : 0005211596
- Régime : Néant

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Selon l'annuaire des entreprises, l'établissement SIASO domicilié au 350 AVENUE THIERS 33100 BORDEAUX, immatriculé sous le siret 302 475 041 01446, a été créé le 10 novembre 2005 et a été fermé le 1er avril 2010. C'était un établissement secondaire de la société STELLANTIS &YOU FRANCE SAS. Son domaine d'activité était : commerce de voitures et de véhicules automobiles légers (45.11z). Son emprise était sur la parcelle AH183.

Ce site exerçait à priori des activités ICPE dont la nature exacte n'a pas été retrouvée qui ont été mises à l'arrêt en 2010 avec une cessation notifiée ou constatée par l'inspection en 2012. D'après les photos disponibles sur Maps, il s'agirait d'un ancien garage Peugeot.

Les éléments disponibles (archives administratives) indiquent bien l'exploitation passée d'un garage automobile (établissement SIASO). Un courrier de l'inspection de 2006 fait état d'une activité d'atelier de réparation et d'entretien de véhicules, incluant des opérations de carrosserie et de peinture (rubrique 2930), ayant généré des nuisances sonores et atmosphériques. En l'absence d'éléments complets sur la situation administrative, l'exploitation apparaît ne pas avoir été pleinement régularisée. L'activité est susceptible d'avoir impliqué des stockages de carburants, d'huiles et de produits pétroliers, ainsi que la production de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
3	Impacts potentiels	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'ancien garage automobile avait bien cessé ses activités au plus tard en 2012 et que le site avait été progressivement réaménagé depuis cette date en vue de la construction de logements collectifs inaugurés en juillet 2025. Cet ancien site sera donc enregistré dans la CASIAS afin de conserver la mémoire. Etant donné l'absence d'information sur les modalités de mise en sécurité suite à la déclaration de cessation d'activités, les mesures de mise en sécurité du site mises en œuvre ne sont pas connues par l'Inspection. Il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site. Aquitanis, l'office public de l'habitat de Bordeaux Métropole, étant identifié comme l'apporteur du foncier sur cette construction, une copie de ce rapport est donc transmise à Bordeaux Métropole pour information.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification cessation
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Selon les informations disponibles à la DREAL, la cessation d'activité aurait été notifiée le 4 mai 2012 mais sans preuve documentaire retrouvée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Lors de la visite, l'inspectrice a constaté que l'ensemble du site avait été réaménagé en 120 logements collectifs, répartis sur quatre bâtiments. Selon la presse, cet ensemble a été inauguré le 10 juillet 2025. Aucune information n'a été transmise par l'exploitant sur la procédure de cessation d'activité. Cet ancien site sera enregistré dans la CASIAS pour conserver la mémoire de ses activités industrielles et de service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Impacts potentiels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Intérêts mentionnés au L. 511-1

Prescription contrôlée :

(...)

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Constats :

Le site a été entièrement réaménagé depuis sa fermeture en 2010. Selon les photos Street View disponibles, le site aurait fait l'objet de travaux entre 2013 et 2025. Etant donné l'absence d'information sur les modalités de mise en sécurité suite à la déclaration de cessation d'activités, les mesures de mise en sécurité du site mises en œuvre ne sont pas connues par l'Inspection. Il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site. Aquitanis, l'office public de l'habitat de Bordeaux Métropole, étant identifié comme l'apporteur du foncier sur cette construction, une copie de ce rapport est donc transmise à Bordeaux Métropole pour information.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photos



350 avenue Thiers à Bordeaux le 18/12/2025



350 avenue Thiers à Bordeaux septembre 2008 : source Google Street View